

# QUAND LE GÉNÉRAL BENHADID ROMPT LE SILENCE «Tentatives d'affaiblir le DRS pour la survie du clan de Bouteflika»

**Après dix ans de silence, le général Benhadid s'est exprimé hier dans une interview (El Watan du 12 février). Dix ans de silence, ce n'est sans doute pas singulier, l'armée se singularisant justement — chez nous comme ailleurs — par son silence. Le général, en l'occurrence n'a pas usurpé le qualificatif de l'armée muette tout ce laps de temps, mais il vient d'en décider autrement. De décider surtout de ne pas aller par quatre chemins, l'Algérie étant en danger par la «trahison» du clan.**

Le pays traversant une crise sans pareille et son ancienne institution subissant des attaques jamais égalées, le général s'exprime et nous dit que ce n'est pas de lui même qu'il a décidé de rompre le silence, mais qu'il est mandaté par ses pairs devant la dangerosité de la situation que traverse le pays.

Dans ce qui se lit du discours de ce général, ancien commandant de la division blindée et «un des rares généraux à avoir démissionné à 52 ans, en 1996», l'on s'attachera à certains portraits qu'il

fait de la sphère dirigeante. D'abord, du Président lui-même : en gros et dans le détail, le général Benhadid nous dit que le Président ne contrôle plus rien et que «le premier et principal acteur est bien sûr le frère, Saïd». Ce que véhiculent depuis quelques mois, sinon quelques années, de très nombreux commentateurs, à savoir que Saïd gère tout, est conforté par le général, qui assène : « Tout le monde est à plat-ventre devant Saïd, les ministres, les walis, la police, les hauts responsables... il gère via le

téléphone de la présidence» et tout le monde se met alors, dit-il, au garde-à-vous.

Jusque-là, rien qui ne soit connu du commun des Algériens qui ont vu tant de responsables se plaindre (généralement lorsqu'ils sont démis de leurs fonctions) de cette situation pour le moins insolite. Mais, précise-t-il, Saïd Bouteflika n'est pas seul. Le chef d'état-major et vice-ministre de la Défense, Gaïd Salah, est son allié dans la volonté de «détruire le DRS» qui n'est pas nouvelle et qui perdure depuis «l'arrivée au pouvoir de Bouteflika». Toutefois, dans cette entreprise, l'armée ne suit pas Gaïd Salah qui agit seul et «personne dans l'armée ne le porte dans son cœur».

Quant à l'affaiblissement du DRS et de tout le chamboulement que lui a fait subir le Président, pour Benhadid, cette agitation est pour la galerie, les services étant

rattachés depuis longtemps à l'état-major.

L'enjeu se situe ailleurs, dans les dossiers de corruption que détenait le DRS. Ces dossiers, nous assure-t-il, sont toujours entre les mains des officiers du DRS, ces derniers continuant par ailleurs à faire rapport à l'état-major mais aussi à Toufik.

Quant à Toufik, il aurait ses officiers en main, parce que, nous dit-il, «les officiers du renseignement sont très solidaires, leur esprit de corps est très puissant, on ne peut les séparer ou les diviser». Leur chef n'est pas menacé et les provocations de Gaïd Salah ne peuvent le déstabiliser, le chef d'état-major n'en ayant «ni les capacités ni l'envergure».

Quant à la sortie de Saâdani et ses attaques de l'institution, il n'a pu agir seul, c'est de la trahison, de Bouteflika et/ou de son clan, le

Président étant aujourd'hui dans l'incapacité physique et manquant depuis toujours d'audace d'affronter directement le DRS.

Se pose alors une question : la sortie de Bouteflika mardi à travers le communiqué condamnant les attaques contre les institutions militaires, et dont Benhadid ne pouvait avoir connaissance avant son interview, traduit-elle un revirement du Président ou de son clan, sachant que le DRS est toujours en possession de gros dossiers compromettants ou signifie-t-elle simplement qu'un deal est passé entre la présidence et le DRS pour le quatrième mandat, sous certaines conditions ?

Autre hypothèse : la désignation d'un candidat imposé par le DRS, et là aussi, à condition que le DRS mette sous le coude les lourds dossiers en sa possession. Rien ne dit qu'il le fera réellement.

**Khedidja Baba-Ahmed**

## ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

# Le Mouvement Nahda explique son boycott

**Le Mouvement Nahda a, le 7 février dernier, à l'occasion d'une réunion de son conseil consultatif national, décidé de tourner le dos à l'élection présidentielle du 17 avril prochain, rejoignant, ainsi, son frère de mouvance, le MSP, et le RCD, dans cette bouderie.**

**Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) -** Et son secrétaire général a eu à revenir sur cette position lors d'une conférence de presse hier. Une rencontre avec les représentants des médias qui n'a pas apporté de nouveaux éléments tant Mohamed Douibi n'a fait que reprendre les arguments déjà avancés dans les résolutions du conseil consultatif.

C'est ainsi que le successeur de Fateh Rebai à la tête de Nahda a affirmé que le mouvement a pris tout le temps qu'il fallait pour trancher sa position à l'égard de la prochaine présidentielle.

Une position non liée, a-t-il tenu à préciser, à la question de la candidature ou pas du président de la République pour un quatrième mandat de suite. Pour preuve, le conseil consultatif a laissé ouverte sa session depuis le 10 janvier dernier et n'a arrêté sa position qu'un mois plus tard.

Une session qui a permis aux cadres du mouvement de traiter sereinement la situation du pays en vertu d'une feuille de route

élaborée par le bureau national du mouvement.

Mais aussi de prendre acte des revendications émises par le mouvement dans le cadre transpartisan ou avec des personnalités en vue de trouver le climat politique et les modalités réglementaires adéquates pour l'organisation de cet important rendez-vous électoral dans l'histoire du pays.

Et la convocation du corps électoral ainsi que la fixation de l'élection présidentielle au 17 avril prochain, «selon la logique du pouvoir», n'ont pas laissé de marge de manœuvre pour le mouvement.

Une démarche qui va en droite ligne, selon Douibi, de «la fermeture programmée de l'opération électorale avant même son entame via l'absence des règles de l'exercice politique sur la base desquelles les partis politiques peuvent concourir à coups de programmes qui travaillent l'intérêt du pays et garantissent une vie décente aux citoyens, loin des conflits personnels, clanistes ou régionalistes qui déchirent le tissu social du



Mohamed Douibi, SG de Nahda.

pays et met en danger l'unité du pays». Pour le conférencier, «le pouvoir a tourné le dos aux revendications légitimes que le mouve-

ment a eu à proposer en compagnie d'autres partis à même de garantir la transparence des élections présidentielles prochaines dont la mise sur pied d'une commission nationale indépendante qui aura pour mission d'organiser l'opération électorale du début à la fin, le changement du gouvernement pour garantir l'impartialité et assurer une concurrence saine entre tous les candidats».

Mais ce boycott ne constitue pas une fin en soi pour le mouvement Nahda bien que son secrétaire général ait tenu à renouveler son appel à travailler de concert avec les partis de l'opposition pour concrétiser ce mot d'ordre pour, dit-il, «redonner toute sa signification à l'acte politique via le respect du choix du peuple dans le choix du guide pour le pays».

Douibi a invité la classe politique et toutes les personnalités nationales à poursuivre le travail pour faire émerger un projet politique national avec comme objectifs des réformes politiques globales dont une Constitution consensuelle à même de balancer le pays «du pouvoir des personnes et des groupes à celui des institutions fortes édifiées sur la base de la légitimité électorale».

**M. K.**

## SIDI-SAÏD FUSTIGE CEUX QUI PORTENT ATTEINTE À L'INSTITUTION MILITAIRE :

# «Il y a des lignes rouges à ne pas dépasser»

**L'installation de la Commission exécutive fédérale (CEF) de la Fédération nationale des travailleurs des industries électriques et gazières, à 12h au siège de l'UGTA, était une opportunité pour le secrétaire général de l'UGTA pour «condamner les propos irresponsables et malveillants de certaines personnes à l'endroit de l'institution militaire et ses hommes». C'était hier, au siège de la maison du peuple Abdelhak-Benhamouda en présence des cadres du secteur.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir) -** C'est en présence du patron du groupe Sonelgaz, M. Noureddine Bouterfa, qu'il a été procédé hier à l'installation officielle de la Commission exécutive fédérale, de la Fédération nationale des travailleurs des industries électriques et gazières et des membres du bureau exécutif, dont

le SG, M. Achour Telli. Toutefois, le fait marquant de cette rencontre syndicale reste les propos tenus par le secrétaire général de l'UGTA, M. Abdelmadjid Sidi-Saïd, qui a indiqué que «l'UGTA qui a combattu de toutes ses forces le terrorisme pour la sauvegarde de la République, et qui a payé un lourd tribut ne saurait accepter une

atteinte à l'intégrité et à l'unité de l'ANP et rejette toute atteinte à ses hommes et à ses responsables qui n'ont ménagé aucun effort dans leur vigilance constante pour préserver la République, particulièrement durant la lutte déterminée contre le terrorisme».

Ainsi, dans une déclaration lue au nom de la direction de l'UGTA, Sidi-Saïd a ajouté que son organisation «condamne les propos irresponsables et malveillants de certaines personnes à l'endroit de l'institution militaire et de ses hommes», estimant que «nul n'a le droit d'être indécemment envers cette noble institution et envers ses hommes».

La Centrale syndicale a réfuté

également et avec «fermeté» l'utilisation du martyr Abdelhak Benhamouda, à «des fins qui n'honorent pas les valeurs républicaines pour lesquelles il s'est sacrifié».

Selon le SG de l'UGTA, «il y a une ligne rouge à ne pas dépasser» et que le «débat démocratique ne veut pas dire anarchie et insulte. Les dérapages auxquels nous avons assisté ces derniers temps ne sont acceptables ni moralement ni politiquement».

L'UGTA a rendu, à cette occasion, un «hommage» à l'institution militaire et à ses hommes et ses femmes pour son «engagement totale à la défense des valeurs immuables démocratiques et répu-

blicaines et à sa fidélité aux victimes du devoir et aux forces armées et de sécurité qui ont versé un lourd tribut à la préservation de la liberté, de la démocratie et de la République».

Par ailleurs, le secrétaire général de la Centrale syndicale a fait état des préparatifs de la prochaine tripartite prévue pour le 23 du mois en cours, en portant à la connaissance des présents que cette rencontre sera «historique».

Evitant de s'étaler sur le sujet, il fera savoir toutefois que trois questions sont inscrites à l'ordre du jour, à savoir le «87 bis, le crédit à la consommation et la relance de la production nationale».

**A. B.**